

Carlo Di Antonio

«Le cdH doit organiser un congrès doctrinal avant les élections»

LES PHRASES CLÉS

«**Georges-Louis Bouchez est en permanence dans le conflit et à la recherche du problème.**»

«**Le cdH doit redéfinir ses priorités avant les élections régionales. Il est indispensable que des grandes options soient prises avant cet été.**»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Il y a des semaines où rien ne va. Il y en a d'autres où le job de ministre s'apparente à celui de démineur. Mais Carlo Di Antonio ne fulmine pas. Ou très peu! Il prend la pause devant le photographe le temps qu'on lui tire le portrait. Il déteste ça. On sent le ministre humaniste wallon de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire agacé. Pas par les photos mais par les polémiques en cascade.

La dernière en date concerne son projet qui vise à demander à des citoyens de traquer les incivilités environnementales. Ses détracteurs y voient un appel à la délation. Il répète ce qu'il a déjà dit au Parlement wallon mercredi. «On a 6.000 ambassadeurs de la propreté en Wallonie. Ils mènent des opérations de propreté publique dans leurs quartiers. Il faut se rendre compte que nettoyer les voiries régionales et communales, cela coûte 60 millions par an à la collectivité. Ces citoyens souhaitent aller un pas plus loin et devenir des assistants des agents constatateurs? Je ne vois pas le problème. Ils ne pourront pas dresser de PV mais simplement constater des infractions et faire un rappel à l'ordre et en informer leur chef.» Pour le ministre, on serait aux antipodes des craintes de certains qui y voient les prémices à l'avènement d'un état policier. «Mais si cela pose un problème, on amendera le texte.»

L'affaire Opaline Meunier

Cette polémique balayée, l'autre sujet épineux de la semaine concerne son parti. Le cdH fait à nouveau parler de lui! Après le coup de Jarnac du président Benoît Lutgen en juin et l'éjection des socialistes du gouvernement wallon, après la vague de départs d'élus humanistes désenchantés en septembre, voici un nouveau dossier qui brouille les cartes du cdH. C'est l'affaire Opaline Meunier et le départ de cette étoile filante du cdH montois vers la liste d'ouverture emmenée par le libéral Georges-Louis Bouchez.

La question est lâchée. Que se passe-t-il au cdH Monsieur le ministre? «Mais rien de plus que ce qui se passe dans d'autres partis politiques. Les marques des partis sont dévalorisées pour l'instant. L'affaire Publifin, le Samusocial... Tous les partis politiques traditionnels sont en souffrance.» Il remet calmement sa casquette de démineur et recadre une énième fois la révolution fomentée le 19 juin par Benoît

Lutgen. L'opération a laissé des traces en interne. En bureau de parti lundi, un député a osé ouvertement demander la démission du président. «Il n'y a pas d'affaire Lutgen. Et ce n'est pas parce que je suis un de ses proches que je le dis. Le choix d'écarter le PS est un choix collectif. Ce n'était plus possible. La politique vers laquelle le PS essayait de nous entraîner, poussé par le PTB et les syndicats, n'était plus possible pour nous.»

Il avance ses arguments pour justifier le choix du MR en Wallonie. «Jamais on aurait pu arriver à un service minimum au TEC avec le PS. Je vais également vous pointer l'exemple du tram de Liège. Si le dossier a pris tant de temps, c'est à cause du PS qui plaçait pour une déprivatisation mais pas pour un véritable partenariat public-privé (PPP). On a perdu 10 ans! Encore mercredi, j'entendais l'opposition critiquer les PPP qui vont être mis en place dans le cadre du plan d'investissement en disant que cela allait coûter plus cher. Il faut arrêter de dire n'importe quoi. Le tram à Liège, c'est par exemple plus de 20 millions par an pour sa maintenance. C'est inclus dans le PPP. Globalement, cela reviendra moins cher. Avec le MR, on est bien. On travaille sur du long terme. On s'est mis d'accord sur des choses, comme sur le plan d'investissement, dont la portée va au-delà des élections de 2019.»

Une dose de désenchantement

Le dossier Lutgen classé sans suite en bureau de parti lundi, Carlo Di Antonio aborde la vague de départs d'élus au sein du cdH. «Il y a une série de gens, comme Véronique Salvi et Véronique Waroux, qui sont déçus par la politique. Elles sont déçues. Et c'est vrai qu'on a du mal. On subit une forme d'agression latente. Les réseaux sociaux présentent très lourd. On est sans cesse critiqués sur n'importe quelle mesure avant même qu'elle soit expliquée. Il y a une forme d'acharnement contre les décisions. Je peux comprendre qu'à un moment donné les gens se disent qu'ils vont faire autre chose dans leur vie.»

De là à parler d'un malaise au sien du cdH? «C'est clair que les remises en question

fondamentales comme la décision du 19 juin qui n'a pas pu aboutir en Fédération Wallonie-Bruxelles et à Bruxelles à cause de DéFI et d'Ecolo, cela n'aide pas. La conjugaison d'une opération positive mais pas complètement réussie combinée à des sondages qui ne sont pas très bons et un rejet de la politique en général fait qu'une série de gens ont un peu du mal à s'y retrouver. Mais jamais aucune de ces personnes n'a renié le cdH. Même Opaline Meunier ne renie pas le cdH. Il n'y a pas de dysfonctionnement au cdH.»

Lui-même ne se défile pas. Il admet être mal à l'aise face à certains aspects de la vie politique. «Ces clivages entre partis sont difficiles à vivre. Ce rapport bête et méchant entre la majorité et l'opposition est difficile. Quand on est dans une équipe, on doit considérer que tout ce qui vient d'ailleurs est mauvais. C'est caricatural. On est en majorité avec le MR en Wallonie. Le MR doit dire aujourd'hui en gouvernement

que certaines mesures que nous avons prises

avec le Parti socialiste et que les libéraux doivent confirmer aujourd'hui sont finalement bonnes. C'est un côté artificiel de la politique que je n'aime pas. Il y a des bonnes idées à gauche et à droite. Quel cirque! Il faut d'autres mécanismes et sortir du clivage politique où l'opposition dit systématiquement que la majorité a tort. La proposition de Willy Borsus (l'actuel ministre-président libéral du gouvernement wallon, NDLR), quand il était encore ministre au fédéral, sur l'exonération des charges sur le premier emploi créé dans une PME est une bonne mesure. Au cdH, on l'a dit un peu doucement à l'époque car cela venait de la majorité fédérale mais on aurait dû le dire plus fort.»

Déjà fortement secoué, voici maintenant l'affaire Opaline Meunier qui s'invite au cdH. «Georges-Louis Bouchez (le leader libéral à Mons, NDLR) a rencontré Benoît Lutgen et a milité pour que le cdH rejoigne sa liste Mons en Mieux. Je l'ai également eu au téléphone. On lui a dit dès le départ que cela serait difficile car la manière dont Georges-Louis fait de la politique n'est pas celle qui est la plus appréciée par le mandataire de base cdH. Il est en permanence dans le conflit et à la recherche du problème. Il fait presque du rue par rue à Mons pour inventer des problèmes y compris lorsqu'il n'y en a pas. Ce n'est pas très cdH. Il est néanmoins venu avec des propositions qui semblaient attrayantes et Opaline a adhéré à cela. Il y a donc eu des contacts mais c'était à la section montoise du cdH de choisir. La suite est connue... Opaline n'est pas exclue du parti mais en rejoignant la liste de Georges-Louis, elle ne pourra pas utiliser l'appellation cdH aux élections. Elle va cependant un peu déchanter car elle se retrouve dans une liste MR plus Opaline. On est loin d'une liste d'ouverture.»

Une introspection avant les élections

Ces différentes séquences qui ont animé la vie du parti ces 7 derniers mois et qui ont aussi plombé le cdH dans les sondages sont révélatrices d'un constat qui se pose chez les centristes. Une introspection personnelle que Carlo Di Antonio livre ici. «Quand on demande aux gens ce qu'ils pensent du cdH, ils nous disent qu'on est le deuxième choix. On est le deuxième choix de beaucoup de monde au PS, au MR et chez Ecolo. On n'est pas clivant. Sur certains thèmes, on doit pouvoir être identifiés comme étant les porteurs exclusifs de ces politiques. On est souvent dans le consensus parce que nous sommes des gestionnaires et on sait qu'il faut trouver des équilibres. Mais c'est sans doute cela qui ne nous permet pas d'avoir une identification forte. Quand on est tout à fait à gauche, la grille de lecture est plus facile. Je n'aime pas les clivages mais notre position orientée consensus ne rapporte pas de voix. Au niveau local, ce côté bon gestionnaire rassure les élus mais pour les élections régionales, il faut qu'on choisisse des thématiques sur lesquelles le cdH peut défendre une position qui soit identifiable. Le choix ne doit pas se faire en fonction de l'importance de ces thèmes mais en fonction de notre capacité à être identifiés. Lors de la der-

nière campagne, on a par exemple montré une réelle différence sur les villes nouvelles. On doit le refaire!»

Sans utiliser le terme repositionnement, le ministre plaide pour la tenue d'un congrès doctrinal au cdH. «C'est quelque chose qui était en préparation mais le 19 juin a mobilisé beaucoup d'énergie. Le cdH doit organiser un congrès doctrinal avant les élections. Le cdH doit redéfinir ses priorités avant les élections régionales. Il est indispensable que des grandes

options soient prises avant cet été pour l'échéance électorale de 2019.»

Le ministre pointe déjà trois priorités pour la campagne régionale et fédérale de 2019. En premier, la formation en adéquation avec l'emploi. «C'est très compliqué de trouver du personnel qualifié. La touche finale de la formation doit se faire en entreprise. Il faut un peu moins de Forem et plus faire confiance aux entreprises qui sont susceptibles d'engager. Le système de formation ne peut pas aller

jusqu'au bout de ce qu'attendent les entreprises.»

Il place en deuxième choix la transition écologique. «On est trop dépendant pour notre alimentation des grands mouvements d'aliments à travers la planète. Il faut un peu plus se tourner vers nos producteurs.» Le troisième axe est la mobilité. «Si on ne fait rien, en 2030, il y aura 20% de voitures en plus. Autrement dit, ce qu'on vit aujourd'hui à Bruxelles, on le vivra à travers la Wallonie. Mais ce sont mes priorités. Le débat doit se faire au cdH.»